Troisième session

MASTER FILE

QUESTION DE L'ESPAGNE FRANQUISTE

Pologne : projet de résolution

L'ASSEMBLEE GENERALE,

1. Rappelant les proclamations solennelles faites à San Francisco par les peuples des Nations Unies, les proclamations des Conférences de Potsdam et de Londres et les déclarations faites en mars 1946 par les Etats-Unis d'Amérique, la France et le Royaume-Uni, condamnant le régime franquiste en Espagne, ainsi que les résolutions adoptées par l'Assemblée générale le 12 décembre 1946 (39 (I)) et le 17 novembre 1947 (114 (II));

2. Considérant que le Sous-Comité du Conseil de sécurité a tiré de son enquête sur la situation en Espagne la conclusion, réaffirmée par l'Assemblée générale, que le régime franquiste est un régime fasciste copié sur l'Allemagne nazie de Hitler et l'Italie fasciste de Mussolini et instauré dans une grande mesure grâce à l'assistance fournie par ces pays, que pendant la longue lutte des Nations Unies contre Hitler et Mussolini, Franco, malgré les protestations répétées des Alliés, a prêté une assistance considérable aux puissances ennemies et qu'il s'est rendu coupable, au même titre que Hitler et Mussolini, de participation au complot visant à déclencher la guerre contre les Nations Unies;

3. Persuadée que le Gouvernement fasciste de Franco qui a été imposé par la force au peuple espagnol avec l'aide des puissances de l'Axe ne représente pas le peuple espagnol;

4. Rappelant que la tyrannie du régime fasciste de Franco a imposé de lourdes souffrances au peuple espagnol et l'a privé des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

5. Considérant que la situation en Espagne s'est aggravée depuis l'adoption de la résolution de l'Assemblée générale du 17 novembre 1947, que le régime fasciste de Franco a poursuivi sa politique de persécution des éléments démocratiques en Espagne, comme le montrent l'emprisonnement et l'exécution, sans jugement régulier ni enquête, de dizaines de milliers de démocrates dont des milliers de femmes espagnoles et que, pendant la

même période, le gouvernement fasciste a emprisonné des centaines de personnalités démocratiques espagnoles;

6. Rappelant la sympathie que toutes les nations démocratiques éprouvent depuis toujours pour le peuple espagnol souffrant et luttant pour sa liberté, ainsi que le devoir que les Nations Unies ont d'aider le peuple espagnol;

7. Notant que le Gouvernement des Etats-Unis, celui du Royaume-Uni et celui de plusieurs autres pays, en violation des résolutions adoptées par l'Assemblée générale le 12 décembre 1946 et le 17 novembre 1947, ont continué à rendre plus étroites leurs relations politiques et économiques avec l'Espagne franquiste, empêchant ainsi l'établissement d'un régime démocratique en Espagne;

8. Considérant qu'en ne se conformant pas aux proclamations, déclarations et résolutions précitées, les Membres des Nations Unies violeraient d'une manière flagrante les principes et les buts élevés de la Charte des Nations Unies, saperaient la confiance entre les nations et convaincraient le peuple espagnol que les Nations Unies l'abandonnent;

9. **INVITE** les Membres des Nations Unies à se conformer à la lettre et à l'esprit des proclamations, déclarations et résolutions précitées;

10. **RECOMMANDE** à tous les Membres des Nations Unies, à titre de première mesure, de cesser immédiatement d'exporter vers l'Espagne des armes et des munitions, ainsi que tout matériel de guerre ou d'intérêt stratégique;

11. **RECOMMANDE** à tous les Membres des Nations Unies de ne pas conclure avec l'Espagne franquiste d'accords ou de traités, officiels ou autres;

12. **REAFFIRME** que dès qu'un gouvernement démocratique aura été établi en Espagne conformément aux proclamations, déclarations et résolutions précitées, les Nations Unies seront heureuses d'accueillir l'Espagne au sein de l'Organisation, de ses institutions spécialisées et des organisations qui lui sont affiliées;

13. A le ferme espoir que le Conseil de sécurité ne cessera d'accorder toute son attention à la situation en Espagne et, conformément aux principes de la Charte, s'acquittera des responsabilités qui lui incombent à cet égard.